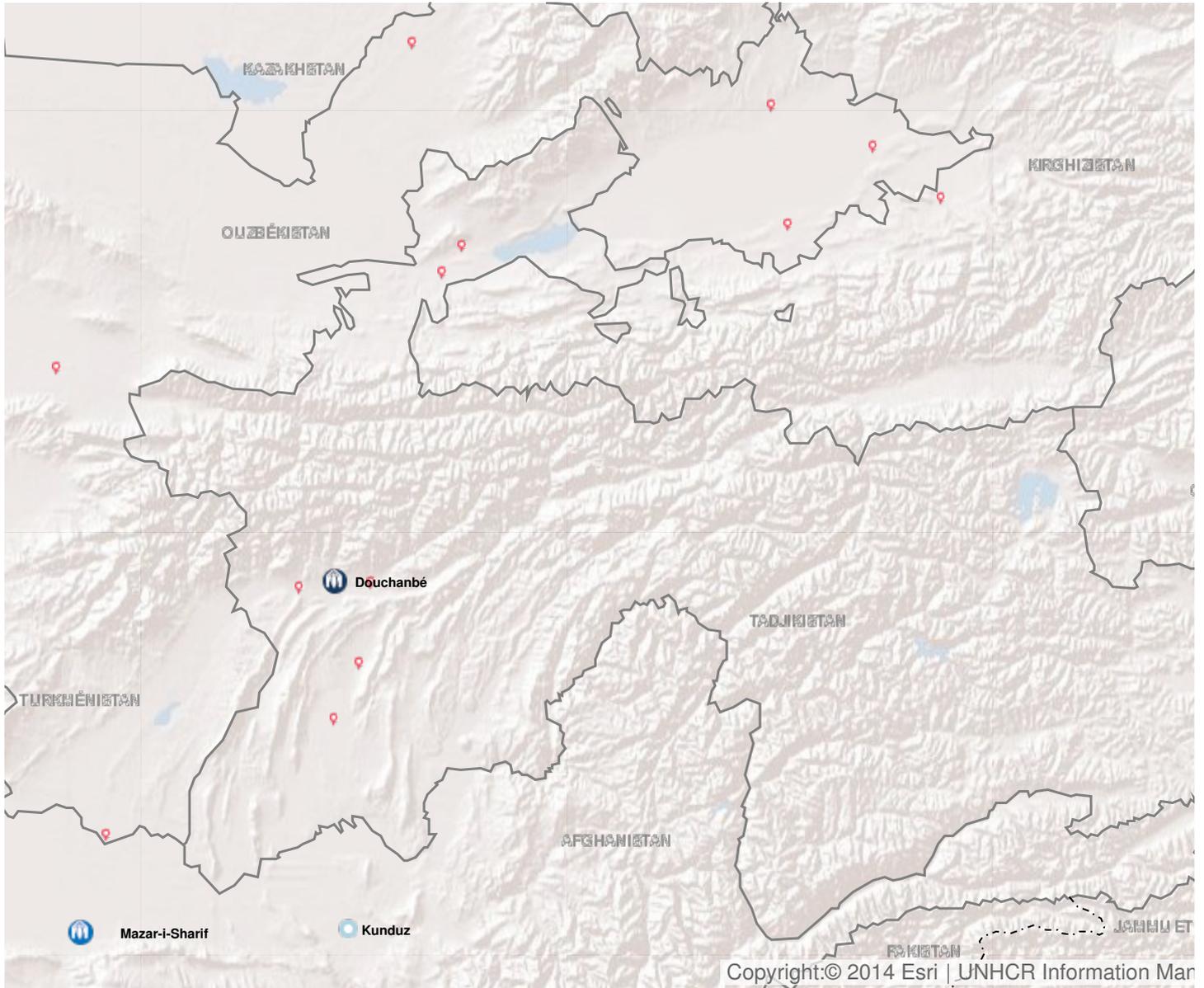


Opération: Tadjikistan



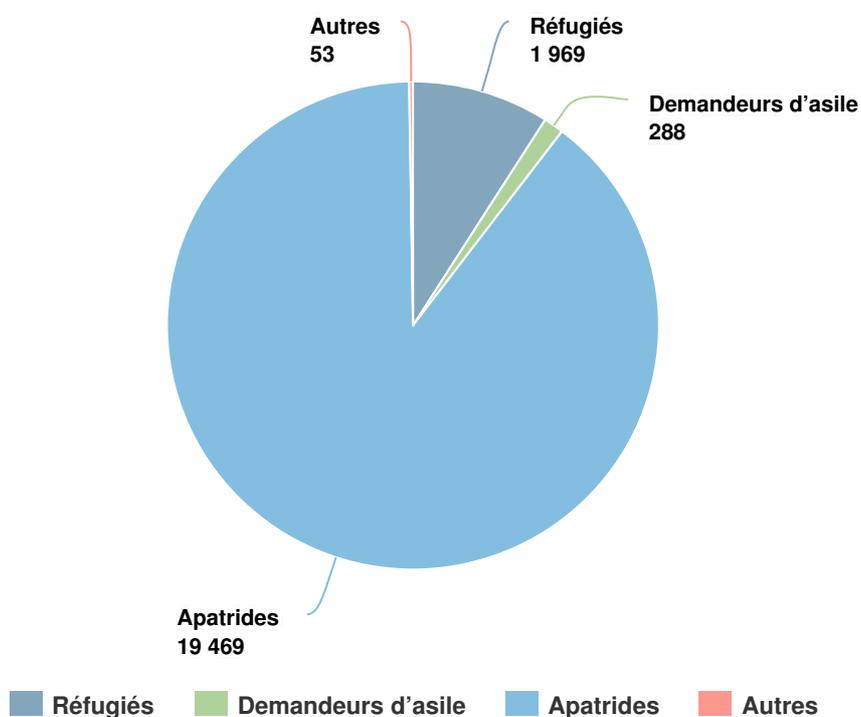
Personnes relevant de la compétence du HCR

+ 507% EN 2015

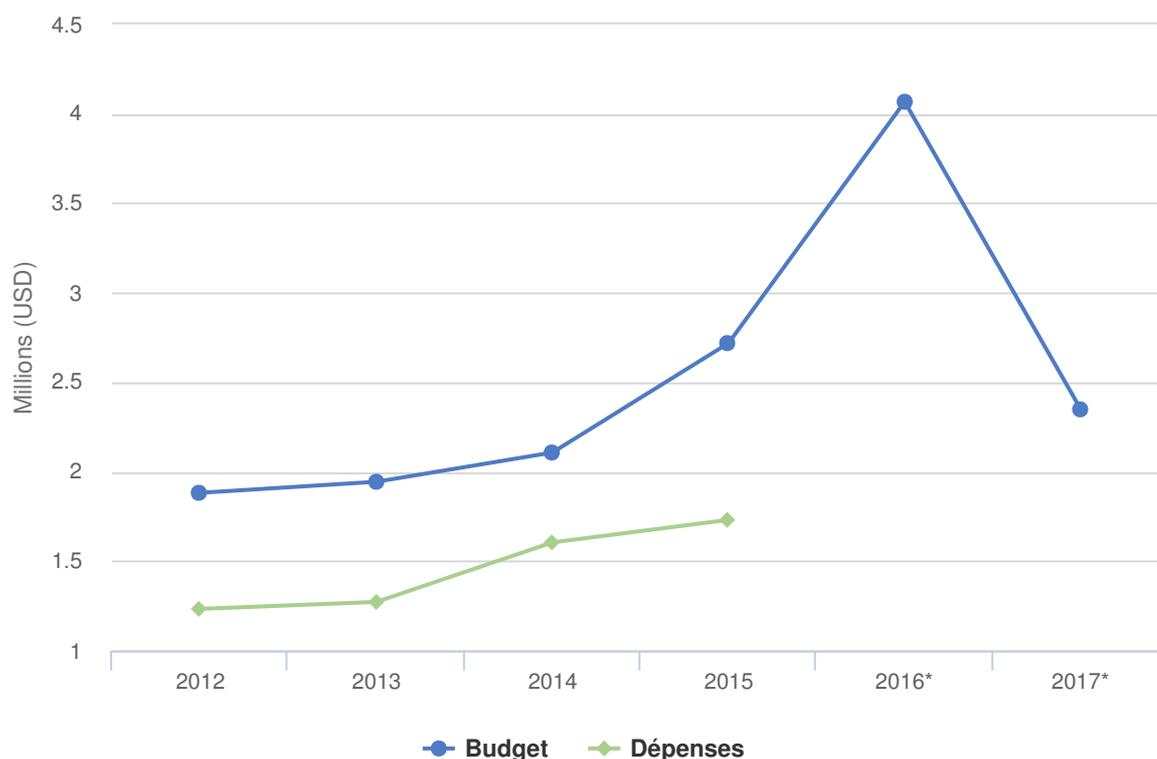
2015 21,779

2014 3,590

2013 5,683



Budgets et Dépenses - Tadjikistan



Chiffres clés pour 2017

- 800 personnes relevant du mandat du HCR bénéficieront d'une assistance juridique
- 600 enfants en âge d'aller à l'école primaire seront inscrits dans l'enseignement primaire
- 120 personnes relevant du mandat du HCR seront inscrites auprès d'agences pour l'emploi
- 90 % des personnes apatrides vont acquérir ou obtiendront une confirmation de nationalité
- 88 % des personnes apatrides recevront un acte de naissance

Environnement opérationnel

La République du Tadjikistan se trouve au carrefour entre l'Afghanistan et l'Asie centrale et l'environnement opérationnel est essentiellement le résultat de la structure géopolitique complexe de la région. Au mois de septembre 2016, le Tadjikistan accueillait quelque 2 500 réfugiés et 400 demandeurs d'asile ; le nombre total de personnes dont la nationalité est indéterminée et qui sont enregistrées dans trois régions pilotes était passé à 22 850 personnes, ce qui ne représente qu'une partie des apatrides du pays.

Au sud, le Tadjikistan partage une longue frontière avec l'Afghanistan. Ces dernières années, le nord-est de l'Afghanistan est devenu l'épicentre de l'activité croissante des insurgés, et notamment dans la province de Kunduz où la situation reste extrêmement volatile. Au cours des sept derniers mois de l'année 2016, plus de 800 nouveaux demandeurs d'asile afghans sont arrivés au Tadjikistan, ce qui constitue une recrudescence significative du nombre de nouveaux arrivés par rapport aux années précédentes. Au vu de la possibilité d'un déplacement de populations et d'un afflux de réfugiés en provenance de l'Afghanistan, le HCR travaille sur un plan d'urgence inter-agences.

Dans le nord du pays, le Tadjikistan se situe sur la vallée de Ferghana, dont l'ethnicité est complexe et l'histoire volatile, et où le pays partage un ensemble de frontières souvent contestées avec le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. Alors que le contexte de sûreté interne du Tadjikistan reste stable et assez sûr, l'accent accru que met le

gouvernement sur la lutte contre le terrorisme interne souvent mal défini a eu un impact sur l'espace de protection déjà fragile pour les réfugiés et les apatrides. Pour les réfugiés, l'accès au territoire et à des moyens de subsistance durables reste un défi. Au vu de la complexité de la question des apatrides et des enjeux politiques, le HCR devra s'engager pendant 2 à 4 années de plus avec des moyens durables pour faire face à ce défi.

Priorités clés

En 2017, les opérations du HCR au Tadjikistan se concentreront sur trois priorités stratégiques :

- Le renforcement du système d'asile national et la préparation de situations d'urgences, en mettant l'accent sur l'Afghanistan ;
- La mise en place de solutions pour les réfugiés axées sur l'intégration locale ;
- Le recul et la prévention de l'apatridie.

Le HCR cherche à renforcer les partenariats avec le gouvernement sur les questions de gestion des frontières et de procédures d'asile, tout en entamant un désengagement progressif dans certains secteurs et en mettant l'accent sur la subsistance et d'autres dispositions permettant de rester dans le pays. Pour relever le défi de l'apatridie, les activités prioritaires comprendront l'aide au gouvernement du Tadjikistan dans les domaines technique, juridique et de développement des institutions afin de mettre en œuvre des dispositions existantes ou de nouvelles dispositions (conventions sur l'apatridie, loi constitutionnelle, application de règlements et de la loi sur les amnisties) ainsi que du plan d'action national pour remédier à l'apatridie afin de parvenir à des solutions pour toutes les personnes à risque.

Au niveau du pays, le Bureau se concentrera sur la mobilisation de partenariats inter-agences pour rendre plus visible les personnes relevant du mandat du HCR dans les programmes existants des partenaires. Des efforts particuliers seront entrepris pour profiter des synergies inter-agences dans le contexte de la stratégie nationale de développement. Le Bureau aidera également des partenaires ONG clés à mobiliser des ressources de manière indépendante en s'engageant pour un financement direct par les bailleurs.

Si des fonds supplémentaires étaient mis à disposition, ils serviraient principalement pour des projets d'infrastructure à petite échelle et pour des initiatives à l'échelle des communautés en vue d'une coexistence pacifique et de l'intégration locale.
